

Des universités se désabonnent des revues scientifiques

Un effet des baisses budgétaires et du prix des abonnements

DAVID LAROUSERIE

Tournant ou phénomène passager ? Plusieurs bibliothèques universitaires françaises ont décidé de se désabonner de revues scientifiques majeures, prises en tenailles entre leurs budgets en baisse et les hausses des tarifs des éditeurs.

A Paris-VI, à Lille, ou à l'Institut d'astrophysique spatiale d'Orsay, les chercheurs se passeront du journal *Science*. A Paris-V et Paris-VII, du *New England Journal of Medicine*. A Paris-V encore, *Nature*, le *Journal of the American Medical Association* sont concernés. A Nantes et Angers, l'abonnement aux journaux de l'American Physical Society, telle *Physical Review Letters*, s'arrête.

Ces ressources sont pourtant essentielles aux chercheurs car c'est là qu'ils publient leurs résultats et qu'ils prennent connaissance des progrès de leur discipline. « Depuis des années nous criions au loup. Maintenant nous sommes proches d'un point de rupture », estime Christophe Pérales, président de l'Association des directeurs et personnels de direction des bibliothèques universitaires et de la documentation.

« Selon nos premières indications, sur la moitié des établissements, il n'y a pas de vague massive de désabonnements. Mais les marges se réduisent. Nous constatons aussi une baisse de 20 % des achats de livres, ce qui pénalise les étudiants ou les chercheurs en mathématiques ou sciences humaines », précise Christophe Pérales.

Depuis longtemps, le prix d'accès à ces journaux augmen-

te bien plus que l'inflation, « de 5 % à 15 % par an, voire plus », indique Valérie Néouze, directrice du service commun de documentation de l'université Paris-V. Dans le même temps, « selon nos enquêtes fondées sur les budgets prévisionnels, les baisses de moyens des bibliothèques étaient de 9 % en 2012 puis encore de 5 % en 2013 », résume Sandrine Malotaux, membre du consortium Couperin, qui négocie au nom des bibliothèques

« Nous constatons aussi une baisse de 20 % des achats de livres »

CHRISTOPHE PÉRALES
président de l'Association des directeurs des bibliothèques universitaires

ques françaises avec les éditeurs scientifiques.

Des décisions drastiques s'imposent. En grande difficulté financière, Paris-V a ainsi baissé de 24 % le budget de ses bibliothèques, d'où un arrêt de la souscription à la moitié des ressources. Pour Paris-VI, c'est l'augmentation de 47 % en un an du prix de la célèbre revue *Science* qui a conduit au désabonnement. L'éditeur de *Science* explique cette situation par le fait qu'il n'était pas tombé d'accord avec l'université sur le nombre de personnes ayant accès à cette revue sur le campus. Il rappelle aussi que *Scien-*

ce est accessible gratuitement un an après la parution.

« Chaque année, nous nous désabonnons de certains titres, mais là nous touchons au cœur des collections », relève Valérie Néouze. Les conséquences pour les chercheurs sont cependant tempérées par le fait que les laboratoires sont souvent en cotutelles entre les universités et les organismes de recherche. Des accès à ces revues restent possibles en utilisant les mots de passe de collègues.

D'un mal pourrait sortir un bien. « Cette situation aidera les chercheurs à prendre conscience du rôle des bibliothèques », pointe Valérie Néouze. « Cela va nous permettre de mieux promouvoir les alternatives, qui restent timides », ajoute-t-elle.

Parmi celles-ci se trouvent l'accès libre et ses différentes versions, qui consistent à rendre accessibles gratuitement les articles de recherche. Cela passe notamment par le développement des dépôts d'archives ouvertes, c'est-à-dire des sites Web dans lesquels les chercheurs mettent eux-mêmes en ligne le fruit de leurs travaux, avant ou après que l'article a été accepté par une revue scientifique. Les documentalistes devront d'abord informer les chercheurs pour les inciter à rentrer dans ce jeu. Aux Etats-Unis, le dépôt d'archives ouvertes est souvent une obligation pour la recherche publique.

« Nous ne devons pas rater non plus l'étape suivante, qui est celle de l'accès non aux seuls articles, mais aussi aux données de la recherche », estime Valérie Néouze. « Nous devons développer nos propres entrepôts de données. » ■

Le Mon

Une collection présentée par Jacques LE GOFF

L'œuvre historique de référence

 NATIONAL GEOGRAPHIC

Cette semaine, le vo

DÈS LE JEUDI 13 FÉ